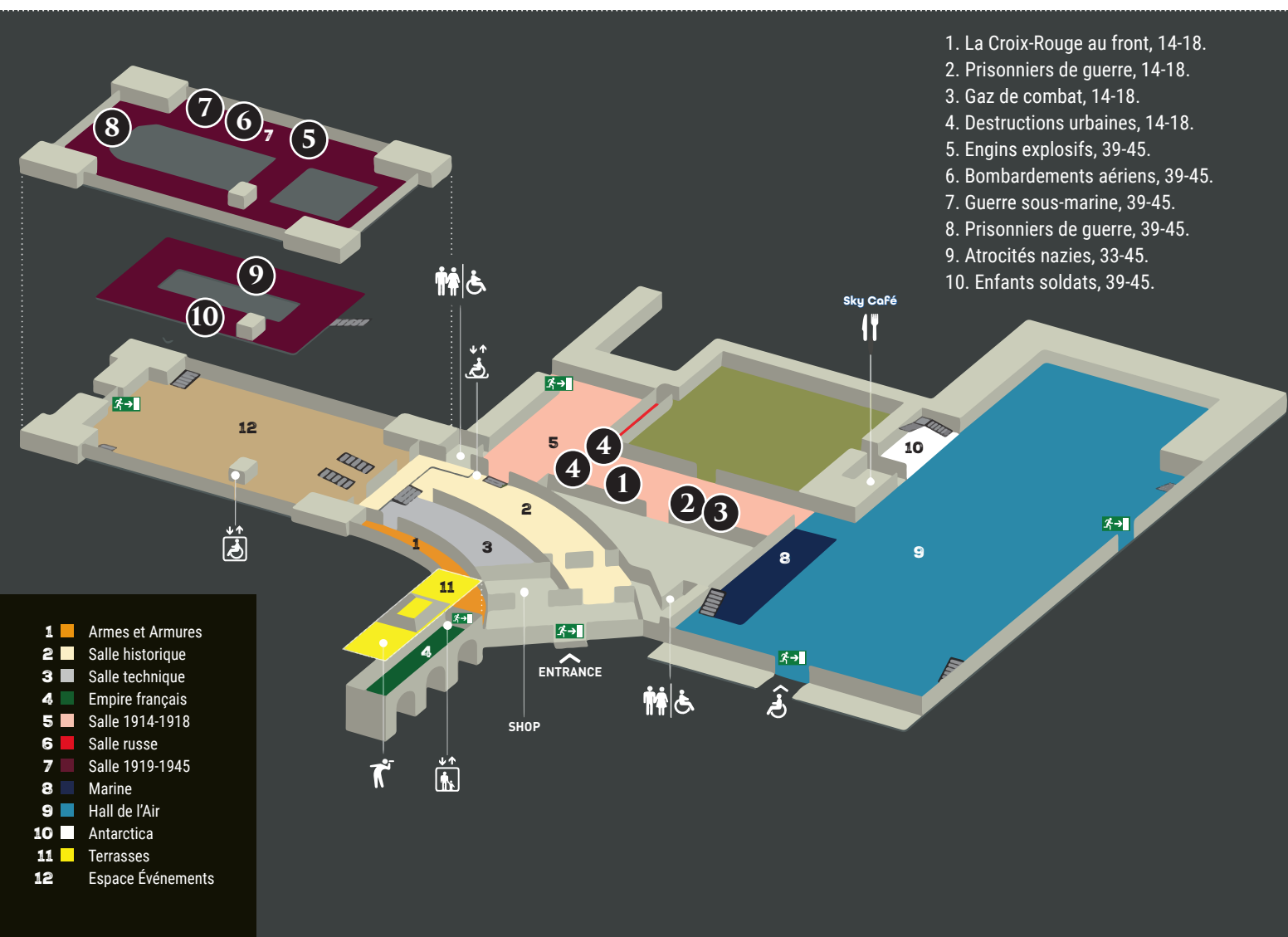


# PARCOURS ET HISTOIRE

## Introduction et plan des vitrines

Bienvenue dans « Parcours et Histoire » ! Ce questionnaire vous invite à explorer les thématiques en lien avec le droit international humanitaire (DIH). Munissez-vous d'un crayon ou d'un stylo pour noter vos réponses. Vous êtes libres de répondre aux questions dans l'ordre de votre choix et de ne pas compléter l'ensemble du questionnaire. Les réponses aux activités se trouvent dans un dossier séparé, disponible pour consultation. Pour approfondir vos connaissances sur le DIH, n'hésitez pas à scanner les codes QR après chaque question. Ils vous donneront accès à des explications et à des exemples complémentaires sur les articles et principes du DIH.



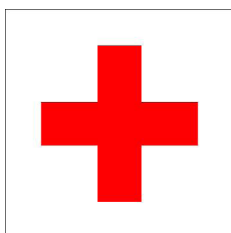
# 1. LA CROIX-ROUGE AU FRONT

En 14-18, les brancardiers sont majoritairement recrutés parmi les « dispensés du service en temps de paix », comme les instituteurs, les prêtres et les séminaristes. Au début de la guerre, chaque division belge compte 1 800 brancardiers, dont la tâche est ardue. En raison de l'évolution du conflit en guerre de position en octobre 1914, ceux-ci sont contraints d'attendre l'obscurité pour évacuer les blessés du front vers les hôpitaux de campagne. Quand les pansements et les garrots ne suffisent pas à arrêter les hémorragies, les soldats meurent avant même d'avoir pu être transportés. Les hommes du front acceptent cette précarité des soins avec fatalisme. Durant toute la guerre, l'armée belge est confrontée à un manque chronique de brancardiers, malgré la création en 1915 du « Centre d'Instruction des Brancardiers-Infirmiers » (CIBI). Ce centre forme les « dispensés en temps de paix » des classes 1916 (150 hommes) et 1917 (50 hommes), ainsi que des convalescents et des inaptes provenant des centres d'instruction. En deux semaines, ils reçoivent les bases des soins infirmiers et du brancardage, avant d'être déployés au front ou dans les hôpitaux. Pour remédier à la pénurie, d'autres unités de l'armée, comme les musiciens de régiment, sont appelées en renfort.

À l'époque, les infirmières sont rares en Belgique. Le pays accuse sur ce plan un retard considérable par rapport à son voisin anglo-saxon. La première école d'infirmières belge n'est créée qu'en 1907, par le Dr Antoine Depage et son épouse Marie. En 1912, le nombre d'infirmières diplômées ne dépasse pas la cinquantaine. Lorsqu'éclate la guerre en 1914, ces effectifs s'avèrent insuffisants. Pour compléter les contingents, l'armée belge se voit contrainte de faire appel à des infirmières anglaises ou de compter sur le soutien de civils, comme les citoyennes de Calais, des moines cisterciens et des religieuses.

## Clés du DIH

Depuis 1864, le DIH protège les blessés et les malades sur le champ de bataille, ainsi que le personnel médical (comme les brancardiers ou les infirmières), les hôpitaux et les véhicules sanitaires. Les soignants doivent rester neutres : ils ont le devoir de porter secours à tous les blessés, sans distinction de camp. Pour s'identifier et être protégés, ils utilisent un emblème aujourd'hui bien connu : la croix rouge sur fond blanc, inspirée du drapeau suisse et adoptée en hommage au fondateur de la Croix-Rouge, le Suisse Henry Dunant. Aujourd'hui, d'autres emblèmes sont également reconnus : le Croissant-Rouge et le Cristal-Rouge. L'usage abusif de ces symboles est prohibé. Ainsi, il est interdit de marquer un véhicule militaire d'une croix rouge dans le but de tromper l'ennemi. Un tel acte constituerait une grave violation du DIH, voire un crime de guerre, notamment s'il sert à attaquer ou à se protéger injustement.





### Le saviez-vous ?

Pendant la Grande Guerre, des dizaines de milliers de femmes françaises se portent volontaires pour devenir infirmières et aider les soldats blessés. Elles sont surnommées les « Anges blancs ». Certaines d'entre elles sont même mobilisées pour conduire les ambulances de la Croix-Rouge, une première pour l'époque.

## INTERACTIVITÉ

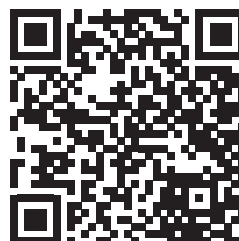
Observez attentivement la vitrine, les photos et les objets face à vous. Quels sont les différents rôles joués par le personnel des services de santé de l'armée belge pendant la guerre de 14-18 ?

Notez-les ci-dessous. Essayez de repérer les 6 fonctions ou tâches différentes.



- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_

Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH



## 2. CAPTIFS DE LA GRANDE GUERRE

Le service militaire obligatoire, la colonisation et la mobilisation générale ordonnée au déclenchement de la Première Guerre mondiale gonflent la taille des armées et amplifient l'envergure des opérations militaires. Le nombre de soldats engagés par bataille et, par conséquent, le nombre de prisonniers de guerre, augmentent considérablement. Entre 1914 et 1918, environ sept millions de soldats sont capturés, dont 751 000 périssent en captivité, principalement en Russie, en raison du manque de préparation de l'Empire tsariste et des conditions climatiques extrêmes. Cependant, tous les belligérants, et pas seulement la Russie, peinent à assurer un traitement adéquat aux centaines de milliers de prisonniers qu'ils détiennent, révélant ainsi les limites des cadres juridiques existants.

### Clés du DIH

Durant la Première Guerre mondiale, environ sept millions de soldats sont faits prisonniers. À cette époque, leur traitement est régi par les Conventions de La Haye de 1899 et 1907. Ces textes imposent déjà plusieurs règles humanitaires importantes :

- les prisonniers doivent être traités avec humanité ;
- ils conservent leurs objets personnels (sauf armes, papiers militaires...) ;
- ils peuvent être employés au travail, mais pas de façon excessive ni dangereuse ;
- leur entretien (logement, nourriture, soins) incombe à l'État qui les détient ;
- ils ont droit à une protection contre les mauvais traitements et les abus.

Toutefois, ces règles sont souvent mal appliquées et montrent leurs limites face à l'ampleur du conflit. Cette prise de conscience conduira ultérieurement à l'adoption de règles plus strictes, afin de mieux protéger les prisonniers.

À retenir : Dès avant 1914, le DIH reconnaît que même les soldats capturés restent des êtres humains, et qu'ils doivent être traités avec respect.

# INTERACTIVITÉ

Lisez les extraits des articles du Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la Convention de La Haye (IV) de 1907 et observez attentivement les objets exposés. (Attention, les cartels relatifs aux prisonniers de guerre se trouvent à droite de la vitrine.) Pour chaque article, identifiez un ou plusieurs objets ou éléments visuels pouvant illustrer son contenu. À partir de vos observations, réfléchissez : d'après vous, ces règles ont-elles été respectées pendant la guerre ? Justifiez brièvement votre réponse.

Article 4 (...) Ils doivent être traités avec humanité. Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété.	
Article 5. Les prisonniers de guerre peuvent être assujettis à l'internement dans une ville, une forteresse, un camp ou une localité quelconque, avec obligation de ne pas s'en éloigner au-delà de certaines limites déterminées ; mais ils ne peuvent être enfermés que par mesure de sûreté indispensable, et seulement pendant la durée des circonstances qui nécessitent cette mesure.	
Article 6. L'État peut employer, comme travailleurs, les prisonniers de guerre, selon leur grade et leurs aptitudes, à l'exception des officiers. Ces travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre.	

<p>Article 7. Le Gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien. A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du Gouvernement qui les aura capturés.</p>	
<p>Article 8. Les prisonniers de guerre seront soumis aux lois, règlements et ordres en vigueur dans l'armée de l'État au pouvoir duquel ils se trouvent. Tout acte d'insubordination autorise, à leur égard, les mesures de rigueur nécessaires. Les prisonniers évadés, qui seraient repris avant d'avoir pu rejoindre leur armée ou avant de quitter le territoire occupé par l'armée qui les aura capturés, sont passibles de peines disciplinaires.</p>	
<p>Article 15. Les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront, de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toute facilité, dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives, pour accomplir efficacement leur tâche d'humanité. Les délégués de ces sociétés pourront être admis à distribuer des secours dans les dépôts d'internement, ainsi qu'aux lieux d'étape des prisonniers rapatriés, moyennant une permission personnelle délivrée par l'autorité militaire, et en prenant l'engagement par écrit de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police que celle-ci prescrirait.</p>	





Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH

### 3. LES GAZ ET LE DIH

L'industrialisation des méthodes de guerre entre 1914 et 1918, qui mène à l'emploi généralisé des gaz de combat, marque un tournant dans l'histoire des conflits armés. Alors qu'en 1914, il ne s'agit que de gaz lacrymogènes, leurs composés évoluent rapidement vers des agents mortels. Les Allemands sont les premiers à les déployer à grande échelle : d'abord en janvier 1915, lors de la bataille de Bolimov, sur le front de l'Est, mais le froid fait échouer l'attaque, puis en avril 1915, à Ypres, où l'effet est dévastateur. Les belligérants développent des composés de plus en plus toxiques : en 1917, les Allemands introduisent le gaz moutarde, redoutable en raison de sa persistance dans les tranchées. Il y stagne pendant des jours, voire des mois, provoquant des blessures graves et des handicaps durables. Les traumatismes physiques et psychologiques causés par ces armes, jugées cruelles et inhumaines, révélèrent la nécessité d'une réponse juridique internationale.

#### Clés du DIH

Durant la Première Guerre mondiale, l'usage massif de gaz toxiques provoque de terribles souffrances. En réaction, le Protocole de Genève de 1925 interdit l'emploi des armes chimiques et bactériologiques dans les conflits. Cette interdiction s'appuie sur un principe fondamental du DIH : éviter les souffrances inutiles. Elle est renforcée par la Convention de 1993, qui proscriit également leur production, leur stockage et leur transfert. Aujourd'hui, l'usage d'armes chimiques est considéré comme illégal, inhumain et prohibé de manière absolue par le droit international. À retenir : Le droit de la guerre interdit de faire souffrir pour faire souffrir. Les armes chimiques n'ont pas leur place dans un conflit, quelle qu'en soit la cause.

#### *Le saviez-vous ?*



La bataille d'Osowiec, qui se déroule le 6 août 1915 autour de la forteresse du même nom, à 200 km à l'est de Varsovie, illustre bien les effets des gaz de combat. Surnommée « l'attaque des hommes morts », elle voit les Allemands bombarder la position russe avec des composés de brome et de chlore, empoisonnant les défenseurs dont les masques antigaz se révèlent inadaptés. Malgré leurs souffrances et de lourdes pertes, les survivants lancent une ultime contre-attaque. Pâles et crachant leur sang, ils chargent les lignes allemandes tels des morts-vivants. Cette vision provoque la panique des Allemands. Alors qu'ils battent en retraite, ils se retrouvent pris dans leurs propres barbelés et sont abattus par les soldats russes empoisonnés. Après l'affrontement, plusieurs soldats russes succombent encore aux effets persistants des gaz.



# INTERACTIVITÉ

Observez attentivement les différentes vitrines.

- Dressez la liste des protections et équipements utilisés contre les gaz de combat pendant la Première Guerre mondiale, aussi bien pour les soldats que pour les animaux.
- Qu'est-ce que ces objets vous apprennent sur les effets de ce type d'arme et les difficultés à s'en protéger ?

- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH



## 4. LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS EN TEMPS DE GUERRE

La destruction de Louvain par les Allemands, en août 1914, illustre bien la vulnérabilité du patrimoine culturel en temps de guerre. Les Allemands prétendent à tort que des civils belges - présentés comme des francs-tireurs - ouvrent le feu sur leurs troupes. En représailles, ils incendient une partie de la ville, dont la bibliothèque universitaire. Le feu détruit plus de trois cent mille ouvrages, parmi lesquels des manuscrits médiévaux, des incunables uniques (livres imprimés avant 1500) et des archives précieuses. Cet acte, perçu comme un symbole de la « barbarie teutonne », suscite une vague d'indignation mondiale. En réaction, les Allemands publient en octobre 1914 le Manifeste des 93, signé par 93 intellectuels allemands, dont des prix Nobel, des écrivains et des physiciens de renom. Ce texte est un instrument de propagande visant à disculper les Allemands et à justifier ces destructions.

### Clés du DIH

Les guerres détruisent non seulement des vies, mais aussi la mémoire des peuples. C'est pourquoi le DIH protège les biens culturels, tels que bibliothèques, musées, monuments, sites archéologiques, etc. Dès 1907, le DIH interdit de viser ces lieux, sauf s'ils sont utilisés par l'ennemi à des fins militaires. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Convention de La Haye de 1954 renforce cette protection en interdisant :

- de détruire ou piller le patrimoine culturel ;
- d'utiliser ces lieux à des fins militaires ;
- de les attaquer, sauf en cas de stricte nécessité militaire.

Un emblème spécial – le Bouclier bleu – permet d'identifier les sites protégés. Depuis 1999, les destructions volontaires de biens culturels peuvent même être qualifiées de crimes de guerre.

À retenir : Le patrimoine est un bien commun de l'humanité. Le DIH impose sa protection pour transmettre la mémoire et la culture aux générations futures, même en temps de guerre.





### Le saviez-vous ?

Le lendemain de l'incendie de Louvain, une main anonyme dépose un écriteau portant l'inscription « Ici finit la culture allemande ».

## INTERACTIVITÉ

Observez attentivement les deux images exposées :

1. la peinture représentant les destructions de Louvain (1914),
2. la photographie représentant la ville d'Ypres en ruines (1915–1918), au-dessus de la salle des « Trésors de la Russie impériale ».

Identifiez les trois différences entre ce que montre la photographie (réalité) et ce que suggère la peinture (interprétation artistique) en ce qui concerne les destructions des villes pendant la guerre.

Selon vous, pourquoi est-il important de protéger les bibliothèques, les œuvres d'art et les monuments pendant les guerres ?

#### Peinture Louvain

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

#### Photographie Ypres

---

---

---

---

---

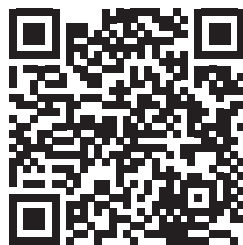
---

---

---

---

---



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH



## 5. LES GRAINES DU CHAOS : GUERRES ET EXPLOSIFS

Durant la Seconde Guerre mondiale, mines, explosifs et pièges jouent un rôle stratégique majeur dans le déroulement des batailles. Les mines terrestres, telles que les *Schützenmine* allemandes ou les mines bondissantes « S », freinent infanterie et blindés à El Alamein, à Koursk ou en Normandie, tandis que les mines antichars ralentissent les assauts blindés. Les mines marines, magnétiques ou à contact, perturbent les convois dans la Manche, le Pacifique ou l'Atlantique. Les explosifs de démolition, utilisés pour détruire ponts, infrastructures industrielles ou fortifications, sont cruciaux non seulement pour le génie, mais aussi pour la Résistance, qui sabote rails et itinéraires des convois allemands. Les pièges, tels que des grenades cachées dans des objets (comme des pianos, sur le front de l'Est), des mines conçues pour éliminer les équipes de démineurs ou des fils déclencheurs (en Italie), sèment la peur et ralentissent l'avancée des troupes. Malgré des innovations comme les détecteurs de métaux et les chars démineurs, ces armes laissent un héritage mortel de munitions non explosées, menaçant les zones de conflit bien après la fin de la guerre.

### Clés du DIH

Les mines antipersonnel blessent et tuent sans distinction, souvent longtemps après la fin des conflits. Le DIH cherche à protéger les civils contre ces armes silencieuses. Limitées par un premier traité (Protocole II, 1980), les mines sont totalement interdites par la Convention d'Ottawa de 1997, qui impose :

- l'interdiction de fabriquer, utiliser ou stocker des mines antipersonnel ;
- l'obligation de détruire les stocks et dépolluer les zones minées ;
- le devoir d'assister les victimes, souvent gravement blessées.

Pourquoi ? Parce que ces armes ne font pas la distinction entre soldats et civils et causent des souffrances inutiles, même des années après la guerre.

À retenir : Le DIH interdit les armes qui continuent de tuer après les combats. Grâce à la Convention d'Ottawa, des millions de mines ont été détruites, mais il reste encore beaucoup à faire pour les éradiquer totalement. Tous les pays n'ont cependant pas signé cette convention. C'est le cas des Etats-Unis, de la Chine, de la Russie ou de l'Inde. D'autres se sont retirés, notamment certains pays limitrophes de la Russie après le début de la guerre en Ukraine.





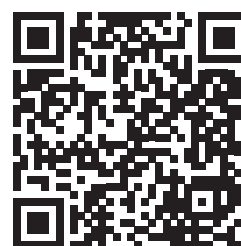
### ***Le saviez-vous ?***

Après la guerre, les Soviétiques ont dû neutraliser quelque 60 millions de mines sur l'ensemble du territoire de l'URSS. En France, les équipes de déminage ont désamorcé près de 13 millions de mines. Quant aux troupes belges, elles ont éliminé à elles seules 114 000 mines rien que dans la région des Ardennes.

## INTERACTIVITÉ

Un (faux) engin explosif est dissimulé dans la pièce. À vous de le trouver et de le désamorcer avant qu'il n'explose. (Indice : il n'est pas dissimulé derrière le tableau, inutile donc d'y toucher.)

Trouvez l'enveloppe cachée parmi les vitrines : elle contient une énigme. En observant attentivement les objets exposés, vous pourrez résoudre l'énigme et découvrir un code à quatre chiffres permettant de désamorcer l'engin à temps.



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH

## 6. LA GUERRE DANS LES AIRS...

Pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), les Alliés (États-Unis, Royaume-Uni) et, dans une moindre mesure, l'Axe (Allemagne, Japon), mènent des campagnes stratégiques de bombardements intensifs pour détruire les industries, le moral des civils et les capacités militaires de l'ennemi. Lors de leurs raids massifs sur l'Allemagne (Hambourg 1943, Dresde 1945) et le Japon (Tokyo 1945, Hiroshima et Nagasaki 1945), les Alliés utilisent des bombes incendiaires, conventionnelles et, finalement, atomiques. L'objectif est de paralyser l'économie industrielle (usines d'armement, voies ferrées) et de briser le moral des civils et des soldats au front. L'Allemagne (Blitz sur Londres, Blitz sur Malte, bombardements de Varsovie et de Rotterdam) et le Japon (bombardements de Nankin et de Darwin) ciblent également des villes, mais avec une moindre ampleur. Ces campagnes tuent des centaines de milliers de civils (600 000 en Allemagne, 500 000 au Japon) et détruisent des villes entières. Bien que jouant un rôle clé dans l'affaiblissement de l'Axe avant les offensives alliées et la libération de l'Europe et de l'Asie, elles suscitent des débats éthiques sur leur nécessité. En effet, leur bilan humain – notamment à Dresde, où 25 000 victimes civiles perdent la vie alors que la ville ne présente aucun intérêt stratégique – est particulièrement lourd.

### Clés du DIH

Durant la Seconde Guerre mondiale, les bombardements font des centaines de milliers de victimes civiles. Même s'ils visent des objectifs militaires, leurs effets sont souvent disproportionnés, voire indiscriminés. Le DIH interdit d'attaquer des civils ou des villes sans défense. Il impose aussi des règles claires :

- distinguer civils et militaires ;
- limiter les dommages pour les civils (principe de proportionnalité) ;
- prendre toutes les précautions pour les épargner.

Après 1945, ces règles sont renforcées par :

- la Convention de Genève de 1949, qui protège les civils ;
- le Protocole additionnel I de 1977, qui interdit les bombardements aveugles ou excessifs.

À retenir : Le DIH n'interdit pas les bombardements, mais encadre strictement leur usage pour éviter des souffrances inutiles et protéger les civils.

### Le saviez-vous ?



Entre 1944 et 1945, les Japonais tentent de bombarder la côte ouest américaine à l'aide de bombes incendiaires attachées à des ballons, appelés « Fu-Go », qui utilisent le courant-jet et ont une portée de 10 000 km. En tout, quelque 9 300 ballons sont lancés, mais moins de 300 atteignent le sol américain, et un seul fait des victimes : une mère et ses cinq enfants, dans l'Oregon, en mai 1945. Certaines de ces bombes seront encore retrouvées dix ans plus tard, avec leurs explosifs toujours armés.

## INTERACTIVITÉ

Observez les vitrines autour de vous et identifiez sept objets ou dispositifs utilisés pendant la Seconde Guerre mondiale pour prévenir les bombardements aériens ou s'en protéger.

Déterminez la fonction de chacun pendant un bombardement.

- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_

Dirigez-vous ensuite vers le panneau « Objectifs et résultats des bombardements ». Parmi les quatre cibles, laquelle selon vous bénéficie aujourd'hui d'une protection juridique spéciale au titre du DIH, protection représentée par un emblème spécifique (voir les emblèmes ci-dessous) ? Pourquoi pensez-vous que ces sites sont considérés comme « à protéger en priorité » ?



---

---

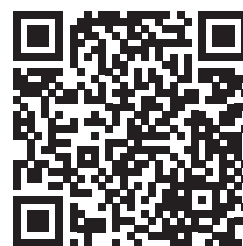
---

---

---

---

---



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH

## 7. ... ET SOUS LA MER

Durant la Première Guerre mondiale, l'Allemagne adopte une tactique de guerre sous-marine injustifiée en 1915, puis l'intensifie en 1917. Pour asphyxier les Alliés, elle coule tous les navires, y compris neutres, évoluant dans les zones de guerre. Les attaques des *U-Boote* entraînent la perte de milliers de tonnes de marchandises, ainsi que du paquebot *Lusitania* (1915), ce qui précipite l'entrée en guerre des États-Unis. Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne relance cette stratégie dès 1939 afin d'isoler le Royaume-Uni. Lors de la bataille de l'Atlantique et jusqu'en 1943, elle déploie la *Rudeltaktik*, ou tactique des meutes, avec des groupes coordonnés d'*U-Boote* qui dévastent les convois alliés. Cependant, les Alliés perfectionnent leurs défenses, en utilisant le radar, le sonar, des avions à long rayon d'action et des escortes renforcées. Une fois parvenus à décrypter les codes secrets (Enigma) utilisés par les Allemands pour communiquer positions et objectifs, ils sont en mesure d'anticiper les attaques. Lors des deux conflits, la guerre sous-marine à outrance, bien que tactiquement redoutable, échoue systématiquement face à la résilience alliée, épuisant les ressources allemandes et offrant aux Alliés un avantage diplomatique.

### Clés du DIH

Pendant les deux guerres mondiales, les Allemands mènent des attaques sous-marines sans avertissement, y compris contre des navires civils et neutres, en violation de plusieurs règles du droit international humanitaire (DIH) applicables en mer également. Or, depuis 1907, les civils et les navires neutres sont protégés par la Convention de La Haye. En 1936, le Protocole de Londres rappelle que les sous-marins doivent :

- vérifier qu'un navire est militaire avant de l'attaquer,
- secourir les survivants d'un naufrage,
- ne jamais viser des civils.

Ces règles sont souvent ignorées, entraînant des milliers de morts. Depuis 1949, la Convention de Genève II protège les blessés, malades et naufragés en mer, même en temps de guerre. Aujourd'hui encore, le Manuel de San Remo rappelle que les sous-marins ne peuvent pas attaquer n'importe comment et doivent toujours faire la distinction entre civils et militaires.



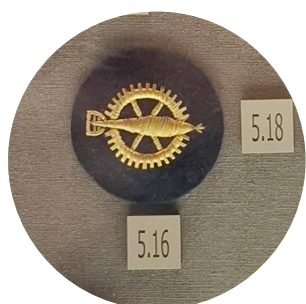
### Le saviez-vous ?



En septembre 1942, après avoir torpillé le paquebot Laconia, l'*U-Boot* U-156 est attaqué par des avions américains alors qu'il tente de secourir les survivants. L'amiral Karl Dönitz émet alors « l'ordre Laconia », interdisant aux *U-Boote* de venir en aide aux naufragés afin de prioriser la sécurité des sous-marins. Cette directive aggrave les pertes humaines en mer et viole les obligations humanitaires du DIH. Lors des procès des dignitaires nazis à Nuremberg (1945-1946), Dönitz est accusé de crimes de guerre pour avoir mené une guerre sous-marine à outrance et pour avoir donné l'ordre Laconia. Il est reconnu coupable de conduite illégale de la guerre, mais pas d'attaques indiscriminées, car les Alliés ont également violé des règles similaires dans leur lutte contre le Japon.

## INTERACTIVITÉ

Reliez les insignes de la *Kriegsmarine* aux grades et postes correspondants (sous-officier non navigant des services de santé, matelot de défense anti-aérienne légère, opérateur d'hydrophone, mécanicien de torpille, machiniste).



En vous appuyant sur la scénographie de la salle et le témoignage de Peter Petersen, sous-marinier allemand du U-518 entre 1943 et 1945 (<https://www.historynet.com/interview-u-boat-survivors-story/>), décrivez les conditions de vie à bord d'un sous-marin entre 1939 et 1945. Pour vous guider, vous pouvez vous poser les questions suivantes :

- Quel espace est accordé à chaque marin ? Qu'est-ce que cela implique pour l'intimité, l'hygiène, la vie quotidienne ?
- Quelles étaient les contraintes techniques et physiques (chaleur, bruit, odeurs, rythme) ?
- En quoi ces conditions peuvent-elles affecter le moral, la santé et le respect de la dignité humaine à bord ?

*« C'était plutôt insensé. Le sous-marin s'incline légèrement et on ne sait pas si on est à 10 pieds ou à 100 pieds sous l'eau, à moins de savoir quelles jauges regarder. L'une des premières choses que l'on se met dans la tête dans les sous-marins, c'est que plus on est profond, plus on est en sécurité - cachez-vous et devenez invisible ! [...] On m'a assigné ma couchette et mon poste de garde. J'ai commencé à me laisser pousser la barbe comme tout le monde. La patrouille a duré quatre mois et nous avons tous une grosse barbe à notre retour. Nous avons l'air plus vieux que nos 20 ans. Une chose amusante s'est produite après la patrouille. J'ai gardé la barbe pendant quelques jours, puis je l'ai rasée. Mes camarades ne m'ont pas reconnu sans ma barbe et ont refusé de me laisser monter à bord du bateau [...] L'intérieur d'un sous-marin peut devenir très chaud. Nous utilisons nos moteurs diesel en surface. Puis nous plongeons en catastrophe et passons aux moteurs électriques, mais toute la chaleur des moteurs diesel restait. Les hommes portaient généralement des shorts et des sandales ou des chaussures de pont. L'espace à l'intérieur du bateau était très réduit. Les fournitures sont rangées dans tous les endroits possibles. L'odeur était également désagréable. On nous a donné de l'eau de Cologne appelée « 4711 », mais nous l'avons rarement utilisée. Mieux vaut la donner à votre petite amie à terre. »*

---

---

---

---

---

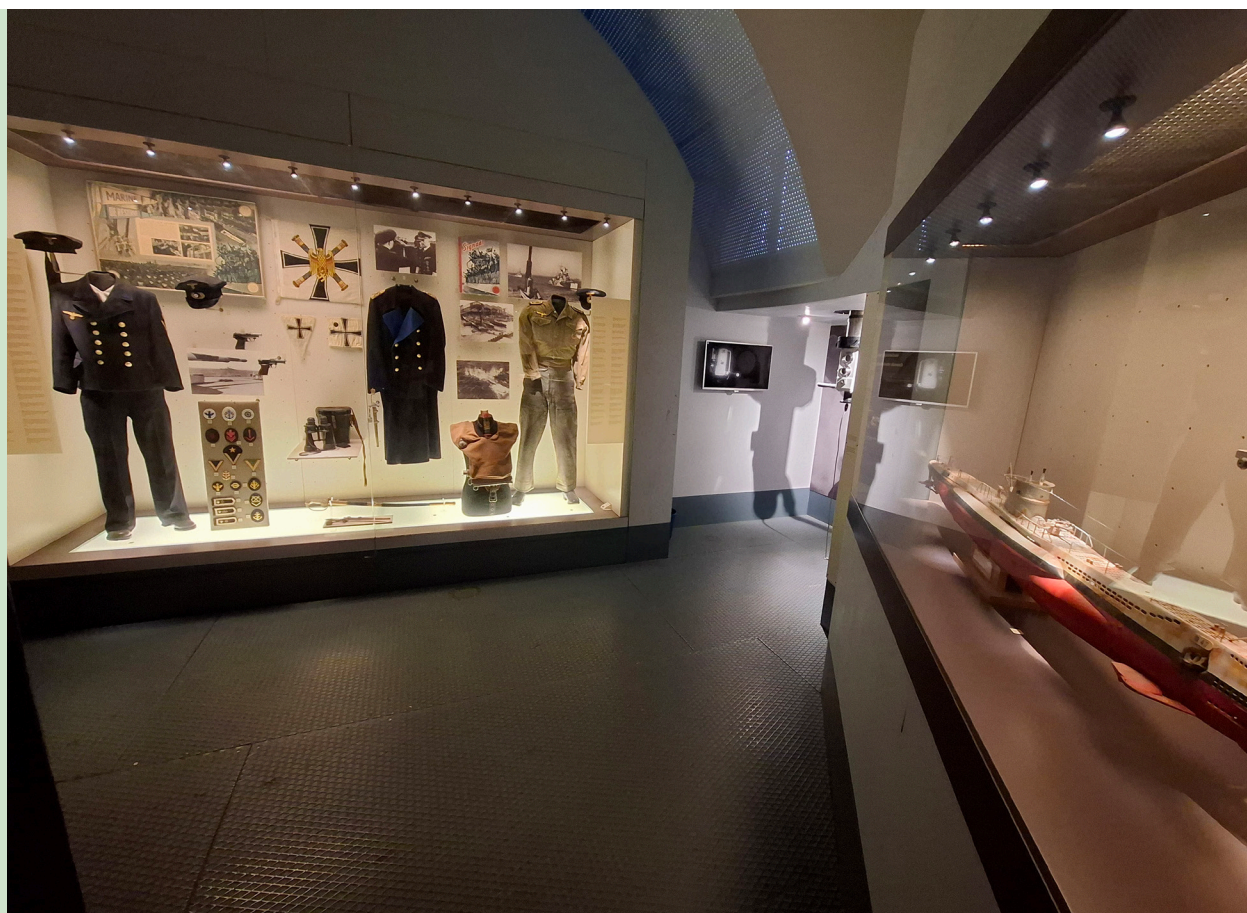
---

---

---

---

---



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH

## 8. ÊTRE PRISONNIER EN 39-45

Le sort des prisonniers varie considérablement d'un front à l'autre. À l'ouest, les soldats alliés faits prisonniers par les Allemands bénéficient d'un respect partiel des Conventions de Genève, avec un accès limité aux colis de la Croix-Rouge. Cependant, ils souffrent de malnutrition, de pénurie de médicaments et sont utilisés comme main-d'œuvre, ce qui entraîne des décès dus à la faim, à la maladie et à l'épuisement. Ces problèmes s'aggravent à partir de 1944, avec la famine en Allemagne, l'effondrement de la logistique allemande et les bombardements alliés sur les zones industrielles, dépendantes de la main-d'œuvre captive des camps. À l'est, la situation est bien différente. La non-ratification de la Convention de Genève par l'URSS, combinée aux théories raciales et à une guerre idéologique devenue raciale, donne fréquemment lieu à des atrocités dans les camps de prisonniers, qu'ils soient soviétiques ou allemands. Les prisonniers soviétiques subissent des traitements brutaux : exécutions sommaires, famine délibérée et travaux forcés dans des conditions extrêmes. Environ 3,3 à 3,5 millions d'entre eux – 57% des capturés – meurent dans les camps allemands. De leur côté, les prisonniers allemands sont contraints à de longues marches de la mort en direction des goulags, dans le froid de l'Oural et de la Sibérie. Soumis à la malnutrition, au froid et aux travaux forcés, environ 35% des trois millions de prisonniers allemands succombent dans les camps soviétiques, dont 350 000 officiellement dans les goulags. Un million de prisonniers allemands restent portés disparus, probablement morts en captivité.



### Le saviez-vous ?

Durant la Seconde Guerre mondiale, les prisonniers belges sont utilisés par le régime nazi pour exacerber les tensions communautaires. Les Allemands remettent en place la *Flamenpolitik* de 14-18, qui favorise les Flamands au détriment des francophones. Après la capitulation belge de 1940, ils libèrent les soldats néerlandophones, tandis que les soldats wallons restent prisonniers jusqu'en 1945.

### Clés du DIH

Durant la Seconde Guerre mondiale, des millions de soldats capturés sont enfermés dans des camps. Certains sont relativement protégés, d'autres subissent la faim, la violence et l'exploitation. Avant 1949, les règles sont fixées par la Convention de Genève de 1929, mais elles sont souvent ignorées ou insuffisantes. Après la guerre, la troisième Convention de Genève (1949) est adoptée afin de mieux protéger les prisonniers. Elle exige :

- un traitement humain et respectueux,
- une alimentation et des soins adéquats,
- l'interdiction des interrogatoires forcés,
- une égalité de traitement, sans discrimination.



# INTERACTIVITÉ

Imaginez que vous êtes fait prisonnier pendant la Seconde Guerre mondiale. Vous avez la possibilité de recevoir un colis de la Croix-Rouge. À vous de choisir 5 à 7 objets essentiels à inclure dans ce colis, en tenant compte :

- des conditions de détention dans les camps (faim, froid, travail, hygiène, fatigue...),
- et de ce qui serait autorisé ou interdit par les autorités allemandes.

Pour chaque objet, justifiez votre choix en une ou deux phrases.

- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_



Observez attentivement les photos exposées à droite, dans la vitrine. Dressez la liste des éléments qui vous semblent manipulés ou exagérés, puis comparez-les avec le témoignage de Raymond Gurlin, ancien prisonnier français dans camps de Neuengamme et Wilhelmshaven, entre 1944 et 1945. ([https://pedagogie.ac-reims.fr/memoire/enseigner/memoire\\_deportation/temoins51/gourlin.htm#france](https://pedagogie.ac-reims.fr/memoire/enseigner/memoire_deportation/temoins51/gourlin.htm#france)).

- Quelles différences remarquez-vous entre les images présentées aux visiteurs ou aux familles, et la réalité du quotidien des prisonniers ?
- Quels droits fondamentaux des prisonniers semblent avoir été violés au vu de ce témoignage ?

« Les corvées au kommando terminées, je suis affecté à l'usine - aux tours. Je n'y connais rien et le contremaître civil allemand me fait ramasser les copeaux de métal. Le grand hall des tours fait partie d'un gigantesque ensemble. Nous travaillons pour la marine de guerre allemande. Il y a, sans qu'il soit possible d'avoir des contacts, des civils allemands et des ouvriers étrangers et même des Français du Service du travail obligatoire (STO). La journée de travail est de 12 heures avec une pause d'une demi-heure le midi pour ingurgiter notre maigre pitance. Tous les jours, même le dimanche, debout à 4 heures, toilette sans savon - mais nous avons une serviette de la Kriegsmarine - latrines vite fait, ensuite dehors par n'importe quel temps. Distribution, et pas tous les jours, du quart de kaffee. Rassemblement sur la place d'appel par block, ils nous comptent, nous recomptent et nous recomptent, toujours au garde-à-vous et c'est le départ pour l'usine tête droite et au pas cadencé, 4 à 5 km à faire à pied en partie dans la boue du chemin. À 7 heures, nous devons être au travail. Le soir à 19 heures, regroupés par ateliers, nous retournons au camp. Il faut marcher au pas et par cinq. Bien souvent il nous faut soutenir un camarade fatigué ou malade, transporter les morts de la journée assassinés par les kapos ou les SS. »

Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH



## 9. ATROCITÉS À L'EST

En Pologne occupée, puis lors de l'invasion de l'URSS en 1941, les Allemands déploient les *Einsatzgruppen*, des unités mobiles d'extermination nazies chargées de procéder à des massacres systématiques parmi les Juifs, les Roms, les communistes, les partisans et autres personnes jugées « indésirables ». Opérant derrière le front de l'Est, ces unités mènent des fusillades de masse, ensevelissant les victimes dans des fosses communes. Responsables de la mort d'environ 1,5 million de personnes, elles incarnent la « Shoah par balles ». En raison de leur rôle central, elles constituent l'une des composantes les plus brutales du système génocidaire nazi. Elles perdent ensuite de l'importance avec la mise en place des camps d'extermination, qui utilisent moins de ressources militaires et sont plus « industrialisés ».

### Clés du DIH

Les massacres de civils, pillages, tortures, viols ou prises d'otages commis à l'est durant la Seconde Guerre mondiale sont contraires aux principes fondamentaux de distinction et d'humanité inscrits dans le DIH. Avant 1949, les textes internationaux (Convention de La Haye) n'offraient qu'une protection limitée aux civils, ouvrant la voie à des atrocités massives. Pour y remédier, la quatrième convention de Genève est adoptée en 1949. Elle protège les civils, y compris lorsqu'ils se trouvent sous le contrôle d'une puissance ennemie, en garantissant :

- un traitement humain,
- l'interdiction des meurtres, tortures, viols, pillages et prises d'otages.

Ces actes constituent des violations graves du DIH, et des crimes de guerre.

Ces règles s'appliquent à tous les conflits, y compris internes. Elles sont aujourd'hui reconnues comme des règles coutumières universelles.



### Le saviez-vous ?

Le massacre de Babi Yar, en septembre 1941, constitue le plus grand massacre perpétré par les *Einsatzgruppen*. En deux jours, près de 33 000 Juifs d'Ukraine sont exécutés et jetés dans un ravin servant de fosse commune. Dans les mois qui suivent, d'autres exécutions sont menées, portant le nombre total de victimes – Juifs, opposants au nazisme, prisonniers soviétiques et autres « indésirables » – à environ 150 000 personnes.

## INTERACTIVITÉ

En observant les vitrines et les panneaux explicatifs, relevez les différentes formes de crimes contre l'humanité commis dans ce contexte (1941–1945) par le régime nazi :

- Que montrent les objets, documents ou images exposés ?
- Quelles méthodes ou formes de violence sont évoquées ?
- Quelles victimes ont été ciblées ?

Complétez la liste ci-dessous en vous appuyant sur les éléments visibles dans l'espace d'exposition :

- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_
- \_\_\_\_\_

### Clé du DIH : Crime contre l'humanité et crime de guerre

Un crime contre l'humanité consiste en des actes graves (génocide, meurtres, exterminations, tortures, déportations, violences sexuelles, etc.) commis intentionnellement dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique contre une population civile visée en raison de son identité (ethnique, religieuse, etc.) ou d'autres critères. Ces crimes sont imprescriptibles et peuvent être jugés au niveau international, car ils constituent une violation majeure des principes fondamentaux de l'humanité.

Un crime de guerre désigne une violation grave du DIH survenant pendant un conflit armé, comme tuer ou blesser des civils, torturer des prisonniers, attaquer un hôpital ou une école, utiliser des armes interdites ou enrôler des enfants dans un groupe armé. Ces actes sont prohibés par les Conventions de Genève et d'autres règles internationales. Ils peuvent être poursuivis devant des tribunaux nationaux ou internationaux, comme la Cour pénale internationale.

Ces deux types crimes peuvent être imputés à des armées, à des groupes armés, mais aussi à des décideurs politiques, des États, des individus, des organisations, des entreprises, etc. Ils ne s'appliquent pas seulement dans le cadre militaire, mais aussi dans le cadre civil.



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH





## 10. LE DIH ET LE SORT DES ENFANTS EN PÉRIODE DE CONFLIT

À la fin de l'année 1943, après avoir mené de lourdes batailles et essuyé des pertes de plus en plus importantes (Stalingrad, Koursk, Dniepr, Smolensk, Sicile), les Allemands manquent d'hommes à envoyer au front. Ils commencent alors à recruter des soldats de plus en plus jeunes, notamment au sein des organisations de jeunesse hitlériennes. La *Hitlerjugend*, organisation chargée de former les jeunes Allemands à l'idéologie et à la discipline militaires, est engagée au combat à partir de 1944. Âgés de 12 à 18 ans, ces adolescents, fanatisés par la propagande, sont déployés sur tous les fronts. La 12. SS-Panzerdivision « *Hitlerjugend* », composée de jeunes de 16 à 18 ans encadrés par des officiers SS, se distingue par sa férocité en Normandie (1944), notamment à Caen, mais subit des pertes massives. Elle est ensuite engagée dans les Ardennes fin 1944, puis en Hongrie en mars 1945. En avril 1945, des unités improvisées de *Hitlerjugend*, mal équipées, sont jetées dans des combats désespérés, comme à Berlin, contre les Soviétiques. Malgré leur manque d'expérience, ces jeunes combattent avec un fanatisme aveugle, devenant de féroces soldats prêts à faire le sacrifice ultime pour une cause perdue.

### Clés du DIH

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des enfants sont été utilisés comme soldats. Cette pratique, toujours présente aujourd'hui, viole les règles du DIH.

- Le Protocole additionnel I (1977) interdit le recrutement d'enfants de moins de 15 ans dans les conflits entre États.
- Le Protocole II (1977) fait de même pour les guerres civiles.
- Le Statut de Rome (1998) qualifie cette pratique de crime de guerre.

En parallèle, le droit international des droits humains (DIDH) renforce cette protection :

- La Convention relative aux droits de l'enfant (1989) interdit l'enrôlement des enfants de moins de 15 ans.
- Son Protocole de 2000 élève cette limite à 18 ans pour les combats, demande la démobilisation et l'aide à la réintégration des enfants-soldats.

Ces règles visent à protéger les enfants des violences de la guerre, à prévenir leur enrôlement et à garantir leur droit à une enfance.



### Le saviez-vous ?

Alfred Czech est le plus jeune soldat décoré de la Croix de Fer. Il la reçoit après avoir sauvé une dizaine de soldats allemands blessés en Silésie, en 1945, en utilisant un chariot de ferme. Il n'a alors que 12 ans.

## INTERACTIVITÉ

Dans les différentes salles relatives à la Seconde Guerre mondiale, identifiez différents objets illustrant les tentatives du régime pour endoctriner les enfants. Parcourez l'exposition et repérez des objets ou documents qui témoignent des efforts du régime pour influencer ou endoctriner la jeunesse. Notez ces objets et expliquez comment ils reflètent les stratégies d'endoctrinement, en vous appuyant, si besoin, sur les informations fournies sur les panneaux.



Pour voir les réponses  
aux questions et leurs  
liens avec le DIH

